Séance d'information technique et diffusion Web sur l'EBS par des représentants gouvernementaux

Le 5 janvier 2004

ED CURLETT : Bonjour et bienvenue à notre séance d'information d'aujourd'hui sur l'EBS (encéphalopathie bovine spongiforme). Nos invités sont le Dr Stephen Sundlof, de l'Administration des aliments et drogues (FDA : Food and Drug Administration), le Dr Daniel Engeljohn, du Service de la sécurité et de l'inspection des aliments (FSIS : Food Safety and Inspection Service) et le Dr Ron DeHaven, vétérinaire en chef du département de l'Agriculture des États-Unis (USDA : United States Department of Agriculture). Le Dr DeHaven fera quelques commentaires préliminaires et nous passerons ensuite à la période de questions. Nous vous demandons de bien vouloir vous nommer ainsi que le média que vous représentez avant de poser une question. Je cède maintenant la parole au Dr DeHaven.

DR DEHAVEN : Merci, M. Curlett. Bonne année à tous.

Permettez-moi de faire une brève mise à jour et nous passerons ensuite à la période de questions comme M. Curlett l'a mentionné.

En premier lieu, quelques mots sur l'opération d'abattage intégral des taurillons. Nous avons décidé d'abattre les taurillons à risque. L'abattage aura lieu cette semaine si les conditions logistiques et climatiques sont favorables dans la région de Yakima. Les taurillons seront transportés à un abattoir présentement non utilisé. Des spécialistes du soin des animaux seront présents à la ferme d'élevage où les taurillons seront embarqués ainsi qu'à l'abattoir afin de s'assurer que les animaux sont traités et manipulés sans cruauté. En tout, 450 animaux seront abattus dans le cadre de cette opération. Tous ces animaux seront exclus de la chaîne alimentaire humaine et aucune matière n'ira dans un produit fini. Je le répète aucune matière provenant de ces animaux n'entrera dans la chaîne alimentaire humaine et n'ira dans un produit fini.

Je demande aux journalistes de faire preuve de considération, en particulier ceux dans la région de Yakima. Nous savons que certains journalistes surveillent les installations visées et nous leur demandons de bien vouloir respecter la vie privée et le droit de propriété des deux propriétaires de l'exploitation et de ne pas nuire au déroulement de l'opération une fois qu'elle sera enclenchée.

Pour ce qui est des tests d'ADN, ils sont effectués dans deux laboratoires, un au Canada et l'autre aux États-Unis, et nous devrions être en mesure de faire une déclaration plus tard au cours de la semaine, une fois que tous les tests auront été effectués et analysés et que les comparaisons auront été faites entre les résultats des deux laboratoires. Donc, rien n'est encore définitif, mais les travaux de laboratoire sont en cours.

En ce qui a trait au retraçage des 82 animaux entrés probablement aux États-Unis, y compris la vache infectée, un de ces animaux est la vache ciblée. Neuf autres animaux font partie du troupeau ciblé d'où la vache infectée a été retirée immédiatement avant d'être abattue. L'un de ces animaux est celui que j'ai mentionné la semaine dernière qui se trouve sur la ferme laitière Mabton. Nous croyons aussi qu'un de ces animaux est encore au Canada. Nous n'avons encore rien de nouveau à annoncer au sujet des 70 autres animaux. Nous avons poursuivi notre enquête épidémiologique sur ces animaux au cours de la fin de semaine. Bien que notre enquête pour déterminer où sont allés ces animaux après leur entrée aux États-Unis ait progressé

considérablement, nous ne pouvons encore rien confirmer que nous pourrions annoncer aujourd'hui.

Un dernier point avant de passer à la période de questions. Une délégation de haut niveau quittera Washington pour le Mexique pour discuter des restrictions commerciales imposées par ce pays après la découverte du cas d'EBS. Cette délégation est composée de M. Bill Hawks, sous-secrétaire, Programmes de réglementation de la commercialisation (Marketing Regulatory Programs), et de M. J. B. Penn, sous-secrétaire, Service de commercialisation des produits agricoles à l'étranger (Farm and Foreign Agricultural Service).

Téléphoniste, la première question je vous prie.

TÉLÉPHONISTE : La première question sera posée par M. Bob Bruin (ortho.). Veuillez nommer le média que vous représentez.

BOB BRUIN : Bob Bruin (ortho.) de Computer World. J'aimerais en savoir davantage sur le système national d'identification du bétail. Pourriez-vous nous dire comment vous obtiendrez les fonds nécessaires, si vous en connaissez le montant. Participerez-vous au Plan national d'identification des animaux (USAIP : United States Animal Identification Plan)? Quand pourrez-vous mettre cela en branle? Le plan doit entrer en vigueur en juillet 2004.

DR DEHAVEN : Ici le D^{r} DeHaven. Pour ce qui est du financement du programme d'identification des animaux, la source n'a pas encore été déterminée ni les délais de mise en œuvre, et il va de soi que la mise en place du système est tributaire du financement. Entre-temps, nous poursuivons nos travaux d'élaboration du plan. Nous avons mis en place des groupes qui étudient chaque espèce et qui feront des recommandations sur les moyens appropriés d'identifier les animaux en fonction de leur espèce et des techniques de commercialisation qui leur sont propres. Par exemple, dans le cas des bovins principalement et des animaux déplacés individuellement, nous examinons les moyens appropriés de les identifier, surtout à l'aide de puces d'identification à fréquences radioélectriques. Pour certaines autres espèces d'animaux, comme la volaille et le porc, qui sont déplacés le plus souvent en groupes ou lots, l'identification pourrait se faire par lot plutôt qu'individuellement. Le concept consiste à doter l'animal d'un identificateur électronique au moment où il quitte son lieu de naissance, ce qui nous permettra de le suivre électroniquement lors de son passage dans un parc d'engraissement, dans un marché à bestiaux et à l'abattoir. Nos travaux progressent. Nous sommes à évaluer les sources potentielles de financement du projet.

Téléphoniste, la prochaine question je vous prie.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M. Seth Borenstein. Veuillez nommer le média que vous représentez.

SETH BORENSTEIN : Seth Borenstein, des *Knight Ridder Newspapers*.
D^{r} DeHaven, dans le cas des 450 animaux qui seront abattus, comment a-t-on indemnisé l'exploitant agricole? L'indemnité a-t-elle été négociée? D'où proviennent les fonds? S'ils proviennent de l'USDA, à quel poste budgétaire ont-ils été attribués?

DR DEHAVEN : Ici le D^{r} DeHaven. Nous disposons d'un programme d'indemnité établi sur la juste valeur marchande de ces animaux. Avant d'entreprendre l'abattage intégral, une entente aura été conclue à propos de la juste valeur marchande des animaux. Nous devenons alors propriétaire des animaux avant de les abattre. Des fonds opérationnels ont été prévus aux fins du programme d'indemnité, donc ils proviennent du budget de l'USDA.

Téléphoniste, la prochaine question, je vous prie.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par Mme Sally Schuff. Veuillez nommer le média que vous représentez.

SALLY SCHUFF : Oui, Sally Schuff, de Feedstuffs. On a beaucoup parlé dans les médias que les États-Unis seraient considérés comme un pays «exempt d'EBS». Est-ce vraiment une possibilité? Dans ce contexte, pourriez-vous nous dire combien de temps après que vous avez découvert que la vache était infectée avez-vous soupçonné qu'elle venait du Canada?

DR DEHAVEN : Ici le D^{r} DeHaven. Il est beaucoup trop tôt pour affirmer si oui ou non les États-Unis pourraient être considérés comme un pays exempt d'EBS. De toute façon, même si nous faisions cette affirmation, ce sont les pays qui importent des animaux et des produits des États-Unis qui effectueraient leur propre évaluation du risque et qui feraient cette déclaration. Éventuellement, au moment propice, nous présenterons un dossier complet à l'Office international des épizooties (OIE), l'organisme de normalisation internationale, dans le but d'être placé dans une certaine catégorie de pays. Je le répète, il serait prématuré présentement de faire une telle déclaration. Il va de soi que les mesures que nous avons prises pour retracer cet animal en particulier, ainsi que les autres animaux qui pourraient provenir du troupeau ciblé, je m'excuse, du troupeau de naissance, seraient fort importantes lors de la présentation de notre cas pour que les États-Unis soient classés dans la catégorie des pays libres d'EBS.

Je m'excuse, quelle était la deuxième partie de votre question?

SALLY SCHUFF : Pourriez-vous nous dire combien de temps après avoir découvert que la vache était infectée avez-vous soupçonné qu'elle venait du Canada, ou du moins, portait-elle une étiquette d'oreille du Canada?

DR DEHAVEN : Je vous rappelle que nous avons reçu la confirmation le 23 décembre, donc pendant un certain nombre de jours, je dirais trois ou quatre, nous avons retracé la documentation jusqu'au Canada. Nous avons su rapidement que la vache portait une étiquette d'oreille comme celles qui sont utilisées au Canada. Mais ce n'est que trois ou quatre jours plus tard que nous avons, avec nos collègues canadiens, retracé la documentation établissant que l'animal semblait avoir séjourné au Canada ou en provenir. Vous vous souviendrez aussi que nous avions un problème avec la différence d'âge, problème que nous avons solutionné par la suite. Nous parlons donc d'une période de quatre ou cinq jours, y compris Noël et, pour les Canadiens, le jour après Noël ou «Boxing Day». Nous avons donc travaillé les fins de semaine et les jours de congé pour en arriver à cette conclusion. Nous l'avons annoncée aux médias, je crois, peu de temps après avoir retracé et pris connaissance de ces documents.

Téléphoniste, la prochaine question, je vous prie.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par Mme Leah Beth Ward. Veuillez nommer le média que vous représentez.

LEAH BETH WARD : Oui, la *Yakima Helard Republic*. Pourriez-vous nous expliquer ce qui vous a amené à déterminer que le port d'entrée était Eastport, dans l'État de l'Idaho, et par la suite Oroville, dans l'État de Washington, et si cela vous fait douter moindrement de l'origine de la vache?

DR DEHAVEN : Ici le D^{r} DeHaven. Nous avions en main plus d'un certificat de santé et je ne peux, c'est-à-dire, je n'ai pas les dossiers qui nous ont permis d'identifier Eastport, dans l'État de l'Idaho, et par la suite Oroville, dans l'État de Washington, mais je crois que la raison en est que nous avions en main plusieurs certificats. Nous disposons de renseignements préliminaires et, comme je l'ai répété plusieurs fois, nos principaux indices pointent vers une ferme laitière en Alberta, au Canada, et nous savons que l'animal s'est retrouvé en bout de piste dans un troupeau à Mabton, dans l'État de Washington. L'itinéraire exact qu'il a suivi entre ces deux points n'était pas établi au départ parce que plusieurs documents contenaient des

renseignements contradictoires. Je crois que le point important à souligner est que nous disposons d'indices qui au moins nous permettrons d'identifier ce qui nous semble être le troupeau de naissance. Nous savons où la vache s'est retrouvée en bout de piste et avec quels animaux. Ces renseignements sont les plus importants et non pas le point exact d'entrée aux États-Unis. Donc, je dois vous répondre non, nous ne doutons pas de notre capacité à retracer les faits dans le cadre de notre enquête.

Téléphoniste, la prochaine question, je vous prie?

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par Mme Beth Gorman (ortho.). Veuillez mentionner le media que vous représentez.

BETH GORMAN : Oui, Beth Gorman de *Canadian Press*. D^r^ DeHaven, c'est aujourd'hui la dernière journée de la période de commentaires sur la réouverture des frontières aux bovins vivants en provenance du Canada. Quand croyez-vous qu'une décision sera prise à ce sujet? Donnera-t-on au public la possibilité de faire d'autres commentaires?

DR DEHAVEN : Ici le D^r^ DeHaven. Merci de poser cette question. En effet, la période de commentaires du public se termine aujourd'hui. Nous avons décidé de ne prendre aucune mesure pour l'instant dans le cadre du règlement proposé avant de connaître les résultats de l'enquête épidémiologique en cours. Une fois que nous aurons en main tous les renseignements pertinents obtenus lors de l'enquête et que nous aurons examiné les commentaires reçus lors de la période qui se termine aujourd'hui, à la fermeture des bureaux, alors nous prendrons au moment opportun une décision sur la marche à suivre. Nous n'avons pas encore décidé si nous adopterons un règlement final, si nous mettrons en œuvre la nouvelle proposition ou si nous ouvrirons une nouvelle période de commentaires sur la proposition existante. Nos choix ne sont pas restreints et aucune date ne nous a été imposée pour prendre une décision. Nous prendrons une décision une fois que l'enquête épidémiologique sera terminée et nous tiendrons compte de tous les renseignements pertinents lorsque nous déciderons de la marche à suivre dans le cadre du règlement proposé.

Téléphoniste, la prochaine question, je vous prie.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par Mme Elizabeth Weise. Veuillez mentionner le media que vous représentez.

ELIZABETH WEISE : Oui, Elizabeth Weise du *USA Today*. Ma question porte sur les tests d'ADN. Puisque la semence du géniteur et la vache qu'il a engendrée font l'objet de tests, existe-t-il une certaine probabilité que ce soit la vache recherchée ou est-ce certain à 100 p. 100? Est-ce moins que cela?

DR DEHAVEN : Ici le D^r^ DeHaven. Pour ce qui est des données que nous obtiendrons à la suite des tests d'ADN, le pourcentage de probabilité sera probablement conforme à ce que vous avez mentionné. Sans tomber dans des détails techniques, ce que l'on cherche présentement, à l'aide des tests d'ADN, c'est de déterminer certains points dans la chaîne ADN et à établir des similitudes entre les différents échantillons soumis, et ce, à partir d'un certain nombre de points dans la chaîne que nous trouvons dans les différents échantillons et qui nous permettront d'établir une probabilité. Il est fort peu probable que nous puissions garantir les résultats à 100 p. 100, mais, comme vous l'avez dit, la probabilité sera basée sur le nombre de points le long de la molécule ADN où les résultats sont identiques ou en fonction des endroits où la molécule est identique dans les différents échantillons.

Comme vous l'avez dit, nous effectuons un certain nombre de tests sur des échantillons, les deux plus importants étant le test d'ADN sur la semence du géniteur présumé de la vache infectée et celui sur le cerveau de cette vache. Nous avons aussi prélevé des échantillons sur les

descendants de la vache en question ainsi que des échantillons de la semence des géniteurs de ces descendants.

Téléphoniste, la prochaine question, je vous prie.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M. Harry Siemans (en ligne). Veuillez mentionner le media que vous représentez.

HARRY SIEMENS : Oui, Harry Siemens, de Farm Watch et du Manitoba Cooperator. Si on a déterminé que la vache provient du Canada, nous avons donc maintenant deux vaches atteintes de l'EBS. À votre avis, est-ce que cela augmente de beaucoup le niveau de risque? Je sais qu'il s'agit d'une proportion de 50 p. 100, mais qu'en pensez-vous?

DR DEHAVEN : Ici le D^{r} DeHaven. À mon avis, il est trop tôt pour faire ce genre d'affirmation parce que les autres facteurs sont trop nombreux et que nous ne possédons pas assez de renseignements sur ce qui constituerait, le cas échéant, un lien épidémiologique entre ces deux cas. Comme vous le savez, quelle que soit la certitude du lien épidémiologique entre ces deux cas, on pourrait en tirer des conclusions différentes ou devrais-je dire, l'importance du lien épidémiologique ou son absence pourrait avoir des répercussions considérables sur l'ensemble de notre évaluation de la prévalence de la maladie au Canada, ce qui est important, il va de soi.

Cela dit, je répéterai ce que j'ai dit à propos du fait que le marché entre les États-Unis et le Canada est hautement intégré. De plus, nous sommes très au courant des mesures de protection et de sauvegarde qui ont été mises en place aux États-Unis et au Canada. Nous tiendrons donc compte de tous ces facteurs.

HARRY SIEMENS : Croyez-vous que le Japon attache de l'importance au fait que la maladie provienne du Canada ou des États-Unis.

DR DEHAVEN : Je ne spéculerai pas sur ce que les Japonais pourraient ou je ne m'avancerai pas à parler au nom des Japonais sur ce qu'il pourraient penser à l'heure actuelle.

M. CURLETT : Mon nom est Ed Curlett et je vous demande à tous de bien vouloir vous en tenir à une seule question. Plusieurs personnes sont en ligne et nous voulons que le plus grand nombre en profite. Merci. Téléphoniste, la prochaine question, je vous prie.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par Mme Marion Aka (ortho.). Veuillez mentionner le media que vous représentez.

MARION AKA : Bonjour, Marion Aka de CNN. Je vous demande de bien vouloir préciser l'endroit où les animaux seront abattus et le lien avec la vache infectée, car je n'ai pas entendu ce que vous avez dit du fait que la ligne a été coupée. Je sais que la viande de cette vache n'est pas entrée dans la chaîne alimentaire. Qu'advient-il de la scie et des outils utilisés pour dépecer la vache infectée? Ont-ils été mis à l'écart? Parce que les prions ne peuvent être éliminés par désinfection, vous avez insisté sur le fait que l'abattage sera effectué dans des installations inutilisées. Dans ce cas, qu'advient-il des installations où s'est effectué le dépeçage de la vache infectée? Ne devrait-on pas la désinfecter?

DR DEHAVEN : Ici le D^{r} DeHaven. je répondrai à votre première question et donnerai ensuite la parole au Dr Engeljohn du FSIS qui répondra à la deuxième. Je n'ai pas mentionné intentionnellement l'endroit où l'abattage sera effectué. Les veaux seront transportés de l'endroit où ils se trouvent présentement à un abattoir non utilisé, où ils seront euthanasiés selon les normes. Pour nous assurer que rien ne vient perturber nos activités et pour respecter la vie privée et les droits de propriété des propriétaires de ces installations, nous ne divulguerons pas les coordonnées de ces installations.

MARION AKA : Mais ce n'est….

DR DEHAVEN : Dr Engeljohn, voulez-vous répondre à la deuxième question?

DR ENGELJOHN : Oui. Ici le Dr Engeljohn du Service de la sécurité et de l'inspection des aliments (FSIS). Pour ce qui est de l'abattage de l'animal et du procédé de transformation de la viande de l'animal, il faut se rappeler que cet animal était suspect et qu'il a donc fait l'objet d'un traitement spécial, c'est-à-dire qu'il a été traité séparément des autres bovins abattus cette même journée.

Pour ce qui est de la désinfection dans son ensemble, les données et les avis scientifiques spécialisés que nous possédons démontrent que la meilleure façon de prévenir la contamination croisée est de bien désinfecter. Nous avons donc désinfecté cet abattoir qui demeure sous notre surveillance. Nous savons aussi que, cette même journée, nous avons supervisé les mesures de désinfection qui ont été prises. Nous sommes donc convaincus de l'efficacité de la désinfection.

M. CURLETT : Téléphoniste, la prochaine question, je vous prie.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M. Scott Kilman. Veuillez mentionner le media que vous représentez.

SCOTT KILMAN : Scott Kilman, du *Wall Street Journal*. D^{r} DeHaven, dans la première partie de votre présentation, j'ai eu de la difficulté à vous entendre. Je vous poserai donc deux questions, dont une pour préciser un point en particulier. Avez-vous dit si les bovins, les taurillons, ainsi que le cerveau de ces taurillons feraient l'objet de tests d'EBS? Ma question : pourquoi les mesures préventives annoncées par la secrétaire Veneman la semaine dernière diffèrent-elles de celles énoncées l'année dernière dans un document de travail du FSIS? Si je me souviens biens, le FSIS songeait à cibler les bovins âgés de 24 mois. La semaine dernière, nous avons beaucoup entendu parler de bovins âgés de 30 mois.

Dr DEHAVEN : Je suis le D^{r} DeHaven. je répondrai à votre première question et donnerai ensuite la parole au Dr Engeljohn du FSIS qui répondra au deuxième volet de la question. Pour ce qui est d'effectuer des tests sur le cerveau, en nous appuyant sur les données scientifiques et sur les résultats des recherches que nous possédons sur la maladie, nous savons qu'elle ne se manifeste pas, que le prion n'apparaît pas, donc, les tests ne pourraient être positifs, même sur des animaux infectés, avant qu'un animal n'ait atteint l'âge de 30 mois. Dans le cadre des études les plus reconnues et les plus souvent citées, menées au Royaume-Uni, on laisse entendre que même chez les animaux infectés expérimentalement à forte dose, on décèle le prion ou agent infectieux dans les tissus du cerveau au plus tôt lorsque l'animal atteint l'âge de 32 mois. Il serait donc inutile d'effectuer des tests sur tous ces animaux, car même dans l'éventualité improbable qu'il y aurait eu transmission maternelle à cet unique taurillon, les tests effectués n'auraient pas démontré la présence de la maladie.

Cela dit, uniquement comme mesure préventive, nous recueillerons des échantillons de sang de la sous-population ou sous-groupe des animaux qui seront euthanasiés au cas où nous devrions effectuer des tests d'ADN ou autres types de tests à l'avenir. Je le répète, scientifiquement parlant, il serait inutile d'effectuer des tests sur tous les cerveaux du fait que, même s'il y avait eu transmission maternelle de la maladie, ce qui est improbable, les tests effectués ne révèleraient pas que l'animal est infecté.

Dr Engeljohn?

DR ENGELJOHN : Oui, ici le Dr Engeljohn, du Service de la sécurité et de l'inspection des aliments. Quant à la différence entre l'âge de 30 mois mentionné dans la politique émise la semaine dernière et celui de 24 mois énoncé dans le document de travail que nous avons émis en février 2002, elle provient du fait que lorsque nous avons confié à la Harvard University le

mandat d'effectuer une évaluation du risque, nous avions à l'esprit une période d'infection calculée en mois, soit fondée sur le modèle de 24 mois de 1998. Nous avons reçu le rapport un peu avant février 2002. Nous avions fondé notre opinion sur les meilleurs renseignements que nous possédions à l'époque. Depuis lors, dans le contexte de la collectivité internationale, la norme de modélisation de l'apparition de la maladie est établie sur l'âge de 30 mois.

M. CURLETT : Téléphoniste, nous avons le temps pour deux autres questions.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par Mme Lauri Struve. Veuillez mentionner le media que vous représentez.

LAURI STRUVE : Bonjour, Lauri Struve du Brownfield Network. D^{r} DeHaven, si je comprends bien, dans le règlement sur les animaux non ambulatoires, on inclut les animaux blessés lors du transport. Dans quelle mesure les producteurs seront-ils indemnisés pour ces animaux? Par exemple, pour un bouvillon de 1 200 livres de catégorie de choix. Nous parlons ici de plus de 1 000 $.

DR DEHAVEN : Ici le D^{r} DeHaven. Vous avez raison pour ce qui est des animaux blessés en route vers l'abattoir, s'ils se conforment à la définition du FSIS d'animaux non ambulatoires au moment de leur réception à l'abattoir. Ces animaux n'entreraient pas dans la chaîne alimentaire. Nous sommes présentement à élaborer notre plan lié aux tests de surveillance, je ne peux donc vous répondre en ce qui a trait à l'indemnité que pourrait recevoir les propriétaires de ces animaux. Il serait prématuré de spéculer que cela pourrait être le cas. Nous sommes à élaborer le plan et je peux vous assurer que nous tiendrons compte de tous ces facteurs avant de prendre nos décisions. Toutefois, aucune décision n'a encore été prise.

Téléphoniste, la dernière question, je vous en prie.

TÉLÉPHONISTE : La dernière question sera posée par M. Andy Dworkin. Veuillez mentionner le média que vous représentez.

ANDY DWORKIN : Andy Dworkin de l'*Oregonian*. Je me demande comment vous allez gérer la situation en ce qui trait à l'élimination de ces bovins une fois qu'ils auront été transportés à l'abattoir et abattus. Je sais que dans le cas des déchets dangereux, certains États ont envisagé la possibilité de se procurer des incinérateurs à haute température ou de les traiter avec des fluides hautement alcalins. Avez-vous décidé de ce que vous ferez des carcasses?

DR DEHAVEN : Vous parlez des taurillons, n'est-ce pas?

ANDY DWORKIN : Oui, les veaux que vous abattrez.

DR DEHAVEN : Encore une fois, je me placerai d'un point de vue scientifique. Nous parlons ici d'un taurillon que nous avons identifié comme provenant de la vache infectée. Nous savons que ce veau est âgé d'un peu plus d'un mois. Nous savons qu'il est fort peu probable que la maladie se soit transmise de la vache à son veau. Nous savons que même si c'était le cas, la présence de l'agent infectieux ne pourrait être décelée avant que le veau n'atteigne l'âge de 30 mois ou plus. Donc, même si le veau est infecté, nous ne pourrions parler d'agent infectieux et nous n'aurions aucune raison de prendre les mesures extrêmes que vous décrivez. Nous ne songeons donc pas présentement à utiliser les fluides alcalins ou tout autre mesure extrême, comme l'incinération, tout simplement parce que nous connaissons la maladie et que les recherches sur la maladie semblent démontrer que de telles mesures ne sont pas justifiées dans une telle situation. Nous prendrions ces mesures si nous avions à gérer une situation où des animaux auraient atteint l'âge requis et auraient été exposés suffisamment.

Sur ces mots, avant de remettre la parole à M. Curlett, je vous remercie tous de votre participation et nous continuerons à vous informer lors de points de presse semblables.
M. Curlett?

M. CURLETT : Oui, c'est Ed. Pour si vous souhaitez poser d'autres questions, veuillez téléphoner au (202) 720-4623. À l'avenir, nous tiendrons ces points de presse selon les besoins. À mesure que nous recevrons des renseignements, nous vous les communiquerons. Les points de presse seront annoncés dans la page d'accueil du site Web de l'USDA. Je répète qu'ils seront organisés au fur et à mesure des besoins. La transcription des points de presse sera disponible sur le site Web de l'USDA. Nous ferons parvenir un avis technique aux journalistes annonçant la tenue de ces points de presse.

Sur ces mots, je vous remercie de votre participation. Merci beaucoup.

TÉLÉPHONISTE : Merci. Cela met fin à la conférence téléphonique.

(fin de la transcription)